# N° 64

# JOURNAL OFFICIEL

# DE LA

# REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

chaque semaine samedi de paraissant le

#### **ABONNEMENTS**

# 6 MOIS UN AN

Prix du numéro de l'année courante . . . . 30 francs Prix des numéros des années précédentes. . 35 francs Par la Poste : majoration de 20 francs par numéro.

10 octobre 1959.

# ABONNEMENTS ET INSERTIONS

Les demandes d'abonnement et d'insertions seront adressées au Chef de Service de l'Imprimerie, Abidjon.

Toute demande de changement d'adresse devra être accompagnée de la soisme de 25 fr. Les lettres demandant réponse devont être accompagnées d'un timbre pour aff-anchissement.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance. Compte Chèque Postal 5.42

885

## ANNONCES ET AVIS

(Il n'est jamais compté moins de 650 francs pour les annonces)

Moitié priz Chaque annonce répétée .....

Les annonces devront parvenir au plus tard le samed précédant la date de parution du « J. O. »

# SOMMAIRE

# PARTIE OFFICIELLE

# 1959 ACTES DU GOUVERNEMENT

8 octobre .. Décret n° 59-186 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures de réquisitions.

8 octobre .. Décret n° 59-187 portant réquisition des fonction-naires et agents des administrations, services et établissements publics et des collectivités territoriales de l'Etat pour les journées des 8, 9 et

885

#### GOUVERNEMENT ACTES DU

DÉCRET nº 59-186 du 8 octobre 1959 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures de réquisitions.

# LE PREMIER MINISTRE,

Sur le rapport du ministre délégué auprès du premier ministre

chargé de la Fonction publique;

Vu la Constitution de la république de Côte d'Ivoire;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre, prorogée par la loi du 28 février 1950;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938; Le conseil des ministres entendu,

### DÉCRÈTE:

Article premier. - En vue d'assurer la continuité des services publics, le personnel, fonctionnaires et agents des services publics, des services et établissements publics de l'Etat et des collectivités territoriales de l'Etat, pourra, quel que soit son statut, être réquisitionné conformément aux dispositions en vigueur.

Art. 2. — La période pendant laquelle les réquisitions pourront être prises commencera le 8 octobre 1959 à 12 heures et s'achèvera le 15 octobre 1959 à 24 heures.

Art. 3. — Les mesures prises en application des dispositions précédentes, s'appliquent à toute l'étendue de la république de Côte d'Ivoire.

Art. 4. — Les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la république de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 8 octobre 1959.

Félix HOUPHOUET-BOIGNY.

Le Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé de la Fonction publique, E. BOKA.

Décret nº 59-187 du 8 octobre 1959 portant réquisition des fonctionnaires et agents des administrations, services et établissements publics et des collectivités territoriales de l'Etat pour les journées des 8, 9 et 10 octobre 1959.

## LE PREMIER MINISTRE,

Sur le rapport du ministre délégué auprès du premier ministre

Sur le rapport du ministre delegue aupres du premier ministre chargé de la Fonction publique;

Vu la Constitution de la république de Côte d'Ivoire;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre, prorogée par la loi du 28 février 1950;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938;

Vu le décret n° 59-186 du 8 octobre 1959;

Le conseil des ministres entendu,

# DÉCRÈTE:

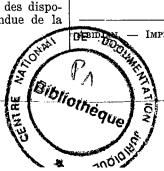
Article premier. — Les fonctionnaires et agents, quel que soit leur statut, des administrations, services et établissements publics de l'Etat et des collectivités territoriales de l'Etat sont requis de demeurer à leur poste et d'assurer leur service dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur pendant les journées des 8, 9 et 10 octobre 1959.

Art. 2. — Les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publie au Journal officiel de la république de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 8 octobre 1959.

Félix HOUPHOUET-BOIGNY.

Le Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé de la Fonction publique, E. BOKA.



IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT. Dépôt légal n° 1589